

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 1197

[S-C — 29238]

26 AVRIL 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des chambres législatives;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

Vu la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977;

Vu l'arrêté royal n° 63 du 20 juillet 1982 modifiant les dispositions des statuts pécuniaires applicables au personnel enseignant et assimilé de l'enseignement de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale ou à horaire réduit;

Vu l'arrêté royal n° 68 du 20 juillet 1982 réglant la situation pécuniaire des membres du personnel chargés d'une fonction accessoire dans l'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté royal n° 294 du 31 mars 1984 fixant les conditions d'octroi de la rémunération différée à certains membres du personnel temporaire de l'enseignement qui ont d'autres revenus professionnels pendant les vacances d'été;

Vu l'arrêté royal n° 461 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié, notamment les articles 94, 111 et 118;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, notamment les articles 4, 5, 5 bis;

Vu l'arrêté royal du 12 janvier 1966 fixant les conditions requises pour la détermination du nombre d'emplois dans les établissements d'enseignement technique de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 fixant les règles d'après lesquelles sont classés les candidats à une désignation à titre temporaire dans l'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1976 portant règlement organique du personnel du service d'inspection, chargé de la surveillance des établissements de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les modalités de calcul des anciennetés sociale et pécuniaire des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 fixant les conditions auxquelles il est fait appel à des experts pour certaines prestations dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 septembre 1992 fixant les mesures transitoires pour le personnel non chargé de cours de l'enseignement de promotion sociale en fonction accessoire au 30 juin 1991 et dont l'emploi peut être maintenu;

Considérant que le fait de prendre des dispositions transitoires au bénéfice des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française n'implique aucun préjudice envers les membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française;

Considérant que dans l'enseignement de promotion sociale subventionné par la Communauté française les pouvoirs organisateurs n'ont pas cessé de nommer alors que dans l'enseignement de promotion sociale organisé par la Communauté française on n'a plus nommé depuis 1968;

Considérant que les règles actuelles en matière de nominations sont différentes pour chacun des réseaux d'enseignement et qu'il n'est donc pas impératif de prendre simultanément des dispositions transitoires poursuivant le même objectif, au bénéfice des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale de chacun des réseaux d'enseignement;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 3 novembre 1992;
 Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 1er décembre 1992;
 Vu le protocole du 4 décembre 1992 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;
 Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales et vu la délibération de l'Exécutif en date du 26 avril 1993,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application des articles 11, 18, 24 du présent arrêté, ne sont pas considérés comme des interruptions les cas visés à l'article 40bis, § 3, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

Cette notion ne prend pas en compte le nombre réel de semaines d'organisation des sections, ces dernières étant considérées comme ayant été organisées en quarante semaines.

Art. 2. Pour l'application des articles 8, 9, 10, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 34, 35, 36 sont réputés avoir exercé leur fonction, les membres du personnel définitif qui, au 1er octobre 1992, se trouvaient dans la position administrative d'activité de service ou de disponibilité autre que la disponibilité par défaut d'emploi.

Art. 3. Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent qu'aux emplois justifiés en fonction des dispositions légales et réglementaires, notamment sur base des dispositions du titre II de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale, et des dotations de périodes des établissements d'enseignement de promotion sociale.

Art. 4. Les membres du personnel qui exercent une fonction principale dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française et sont nommés à titre définitif en vertu des dispositions du présent arrêté peuvent bénéficier de la mutation dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, conformément aux conditions prévues par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 mai 1991 fixant les priorités et les modalités selon lesquelles ont lieu les mutations des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance des établissements.

Art. 5. Les membres du personnel qui, après application des dispositions du présent arrêté, sont maintenus à titre définitif dans une fonction accessoire de directeur, sous-directeur, chef d'atelier dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont tenus, indépendamment de leur rémunération limitée à la charge qu'ils occupaient au 30 juin 1991, d'assurer les prestations qui correspondent à l'emploi qu'ils occupent, soit selon le cas, un quart temps, un mi-temps, un trois quart temps ou un temps plein.

Art. 6. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service et/ou dans l'ancienneté de fonction visée aux titres II, III et V du présent arrêté :

a) les services rendus à titre de temporaire ou d'intérimaire interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin des services prestés, y compris, s'ils sont englobés dans la période d'activité continue, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps; ce nombre de jours est multiplié par 1,2;

b) les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire ou d'intérimaire se comptent par mois de calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés. Les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

c) les services effectifs dans une fonction à prestations complètes ou dans une fonction à prestations incomplètes interviennent pour une ancienneté calculée de date à date en valeur absolue;

d) trente jours forment un mois;

e) la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période;

f) la durée des services admissibles que compte le membre du personnel ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

Art. 7. Pour les fonctions de recrutement visées au titre IV du présent arrêté et pour le calcul du nombre de jours :

a) sont seuls pris en considération les services effectifs rendus dans l'enseignement de l'Etat, actuellement de la Communauté française, dans une fonction de la catégorie en cause. Dans la catégorie du personnel directeur et enseignant, ne sont toutefois admissibles que les services rendus à partir de l'âge de 22 ans pour les fonctions de recrutement à conférer dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré inférieur et à partir de l'âge de 24 ans pour les fonctions de recrutement à conférer dans l'enseignement secondaire de promotion sociale du degré supérieur et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;

b) le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes est formé de tous les jours, comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente ainsi que les vacances d'hiver et du printemps;

c) le nombre de jours acquis dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser le nombre de jours requis dans une fonction à prestations complètes exercée pendant la même période.

TITRE II. — Fonction de promotion

Directeur

Art. 8. Conformément aux conditions fixées par le présent arrêté, les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française qui exercent, depuis le 1er octobre 1992 au moins, la fonction de directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont :

1° soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de directeur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

2° soit nommés à titre définitif, à la date fixée par l'arrêté de nomination, dans la fonction principale de directeur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

3° soit maintenus dans la fonction accessoire de directeur de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans le respect des conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en ce compris celles qui se rapportent à la rémunération. Leurs prestations sont celles prévues à l'article 5. Cet emploi ne donne lieu à aucune compensation par rapport à un emploi à temps plein.

Art. 9. Les membres du personnel visés à l'article 8, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, sont soumis aux dispositions de l'article 8, 1°.

Art. 10. Les membres du personnel visés à l'article 8, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 8, 3°.

Toutefois, à leur demande, ils peuvent opter pour la fonction principale de directeur à prestations complètes de cet établissement, auquel cas ils bénéficient des dispositions de l'article 8, 2°.

Art. 11. Les membres du personnel visés à l'article 8, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 8, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 9 et 10 du présent arrêté et qu'ils :

— soit occupent cet emploi sans interruption depuis le 30 juin 1987 et remplissent les conditions 1 à 6 de l'article 30;

— soit remplissent l'ensemble des conditions suivantes :

1° avoir exercé cette fonction sans interruption depuis le 1er octobre 1992;

2° être titulaire, à titre définitif, dans l'enseignement de la Communauté française, de l'une quelconque des fonctions de recrutement ou de sélection fixées par l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat.

Dans le cas d'une nomination dans l'enseignement secondaire,

— s'il s'agit de l'enseignement secondaire du degré inférieur, le membre du personnel concerné doit être titulaire d'un diplôme délivré par une école normale ou par un établissement d'enseignement supérieur de type court ou être titulaire d'un diplôme universitaire ou délivré par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou assimilé;

— s'il s'agit de l'enseignement secondaire du degré supérieur, le membre du personnel concerné doit être titulaire d'un diplôme universitaire ou délivré par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou assimilé ou à tout le moins de l'un des titres requis soit :

— prévu à l'article 9 de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

— prévu pour la fonction de direction à l'article 1er, d, de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat;

3° compter, à la date du 30 septembre 1992, une ancienneté de service de dix ans au moins.

Ne sont toutefois admissibles que les services rendus à partir de 24 ans;

4° compter à la date du 30 septembre 1992, une ancienneté de six ans au moins dans la ou les fonctions visées au 2° du présent article.

Ne sont toutefois admissibles que les services rendus à partir de 24 ans.

Art. 12. Les membres du personnel visés à l'article 8, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 8, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 9, 10 et 11 du présent arrêté et qu'ils remplissent l'ensemble des conditions mentionnées aux points 1°, 2°, 3° et 4° de l'article 11.

Toutefois, sont réputés remplir la condition 2° les titulaires à titre définitif d'une fonction de promotion dans l'enseignement de plein exercice de la Communauté française.

Art. 13. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 10, 11 et 12 doivent introduire leur demande pour opter pour la fonction principale de directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont fixées par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1er sont affectés dans l'emploi qu'ils occupaient à la date du 1er octobre 1992.

Art. 14. Les membres du personnel qui, par l'application des articles 10, alinéa 2 et 11 du présent arrêté exercent la fonction principale de directeur à prestations complètes d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale s'engagent à n'exercer aucune fonction, mandat ou service rémunéré dans l'enseignement ou hors de l'enseignement à l'exception toutefois — et pour autant que ce soit compatible avec leur charge — de prestations à titre d'expert dans l'enseignement de promotion sociale ou de l'exercice d'un mandat politique.

Les membres du personnel qui ne se conforment pas à cet engagement sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis, à partir de la date de la notification officielle du non respect de cette disposition.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux membres du personnel qui étaient nommés dans la fonction principale de directeur d'un établissement de promotion sociale de la Communauté française et qui bénéficient d'une extension de charge par l'application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale.

TITRE III. — Fonctions de sélection

CHAPITRE 1er. — *Sous-directeur*

Art. 15. Conformément aux conditions fixées par le présent arrêté, les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française qui exercent depuis le 1er octobre 1992 au moins, la fonction de sous-directeur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont :

1° soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de sous-directeur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

2° soit nommés à titre définitif, à la date fixée par l'arrêté de nomination dans la fonction principale de sous-directeur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 22 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

3° soit maintenus dans la fonction accessoire de sous-directeur de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans le respect des conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en ce compris celles qui se rapportent à la rémunération. Leurs prestations sont celles prévues à l'article 5. Cet emploi ne donne lieu à aucune compensation par rapport à un emploi, selon le cas, à mi-temps ou à temps plein.

Art. 16. Les membres du personnel visés à l'article 15, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, sont soumis aux dispositions de l'article 15, 1°.

Art. 17. Les membres du personnel visés à l'article 15, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 15, 3°.

Toutefois, à leur demande, ils peuvent opter pour la fonction principale de sous-directeur, à mi-temps au moins, de cet établissement, auquel cas ils bénéficient des dispositions de l'article 15, 2°.

Art. 18. Les membres du personnel visés à l'article 15, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 15, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 16 et 17 du présent arrêté et qu'ils :

— soit occupent cet emploi sans interruption depuis le 30 juin 1987 et remplissent les conditions 1 à 6 de l'article 30;

— soit remplissent l'ensemble des conditions suivantes :

1° avoir exercé cette fonction sans interruption depuis le 1er octobre 1992;

2° être titulaire, à titre définitif, dans l'enseignement de la Communauté française, de l'une quelconque des fonctions de recrutement fixées par l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection.

Dans le cas d'une nomination dans l'enseignement secondaire,

— s'il s'agit de l'enseignement secondaire du degré inférieur, le membre du personnel concerné doit être titulaire d'un diplôme délivré par une école normale ou par un établissement d'enseignement supérieur de type court ou être titulaire d'un diplôme universitaire ou délivré par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou assimilé;

— s'il s'agit de l'enseignement secondaire du degré supérieur, le membre du personnel concerné doit être titulaire d'un diplôme universitaire ou délivré par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou assimilé ou à tout le moins de l'un des titres requis prévu à l'article 9 de l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

3° compter, à la date du 30 septembre 1992, une ancienneté de six ans au moins.

Ne sont toutefois admissibles que les services rendus à partir de 24 ans, dans la (les) fonction(s) visée(s) au 2° du présent article.

Art. 19. Les membres du personnel visés à l'article 15, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 15, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 16, 17 et 18 du présent arrêté et qu'ils remplissent l'ensemble des conditions mentionnées aux points 1°, 2°, et 3° de l'article 18, à l'exception du 2° s'ils sont titulaires à titre définitif d'une fonction de sélection dans l'enseignement de plein exercice de la Communauté française.

Toutefois, sont réputés remplir la condition 2° les titulaires à titre définitif d'une fonction de sélection dans l'enseignement de plein exercice de la Communauté française.

Art. 20. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 17, 18 et 19 doivent introduire leur demande pour opter pour la fonction principale de sous-directeur, à mi-temps au moins, d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont fixées par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1er sont affectés dans l'emploi qu'ils occupaient à la date du 1er octobre 1992.

CHAPITRE 2. — *Chef d'atelier*

Art. 21. Conformément aux conditions fixées par le présent arrêté, les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française qui exercent au 1er octobre 1992 au moins, la fonction de chef d'atelier d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont :

1° soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de chef d'atelier de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

2° soit nommés à titre définitif, à la date fixée par l'arrêté de nomination, dans la fonction principale de chef d'atelier de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

3° soit maintenus dans la fonction accessoire de chef d'atelier de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans le respect des conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, en ce compris celles qui se rapportent à la rémunération. Leurs prestations sont celles définies à l'article 5. Cet emploi ne donne lieu à aucune compensation par rapport à un emploi, selon le cas, à quart temps, à mi-temps, à trois quarts temps ou à temps plein.

Art. 22. Les membres du personnel visés à l'article 21, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, sont soumis aux dispositions de l'article 21, 1°.

Art. 23. Les membres du personnel visés à l'article 21, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 21, 3°.

Toutefois, à leur demande, ils peuvent opter pour la fonction principale de chef d'atelier, à quart temps au moins, de cet établissement, auquel cas ils bénéficient des dispositions de l'article 21, 2°.

Art. 24. Les membres du personnel visés à l'article 21, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 21, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 22 et 23 du présent arrêté et qu'ils :

— soit occupent cet emploi sans interruption depuis le 30 juin 1987 et remplissent les conditions 1 à 6 de l'article 30;

— soit remplissent l'ensemble des conditions suivantes :

1° avoir exercé cette fonction sans interruption depuis le 1er octobre 1992;

2° être titulaire, à titre définitif, dans l'enseignement de la Communauté française, de l'une quelconque des fonctions de recrutement fixées par l'arrêté royal du 22 juillet 1989 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur ou enseignant, du personnel paramédical des établissements de l'enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection.

Dans le cas d'une nomination dans l'enseignement secondaire,

— s'il s'agit de l'enseignement secondaire du degré inférieur, le membre du personnel concerné doit être titulaire d'un diplôme délivré par une école normale ou par un établissement d'enseignement supérieur de type court ou être titulaire d'un diplôme universitaire ou délivré par un établissement d'enseignement supérieur de type court ou assimilé;

— s'il s'agit de l'enseignement secondaire du degré supérieur, le membre du personnel concerné doit être titulaire d'un diplôme universitaire ou délivré par un établissement d'enseignement supérieur de type long ou assimilé ou à tout le moins de l'un des titres requis prévu à l'article 9 de l'arrêté royal du 22 avril 1989 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

3° compter, à la date du 30 septembre 1992, une ancienneté de six ans au moins.

Ne sont toutefois admissibles que les services rendus à partir de 24 ans, dans la (les) fonction(s) visée(s) au 2° du présent article.

Art. 25. Les membres du personnel visés à l'article 21, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 21, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 22, 23 et 24 du présent arrêté et qu'ils remplissent l'ensemble des conditions 1°, 2° et 3° de l'article 24.

Toutefois, sont réputés remplir la condition 2° les titulaires à titre définitif d'une fonction de sélection dans l'enseignement de plein exercice de la Communauté française.

Art. 26. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 23, 24 et 25 doivent introduire leur demande sont fixées par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1er sont affectés dans l'emploi qu'ils occupaient à la date du 1er octobre 1992.

TITRE IV. — Fonctions de recrutement

CHAPITRE 1er. — *Surveillant-éducateur*

Art. 27. Conformément aux conditions fixées par le présent arrêté, les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française qui exercent, depuis le 1er octobre 1992 au moins, la fonction de surveillant-éducateur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont :

1° soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de surveillant-éducateur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

2° soit nommés à titre définitif, à la date fixée par l'arrêté de nomination, dans la fonction principale de surveillant-éducateur de cet établissement. Leur fonction s'exerce conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale;

3° soit maintenus dans la fonction accessoire de surveillant-éducateur de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans les conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, y compris en ce qui concerne la rémunération.

En vue de leur nomination en qualité de surveillant-éducateur d'un établissement autonome d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, les membres du personnel qui étaient avant le 1er octobre 1992 titulaires d'un emploi de surveillant-éducateur de cet établissement et qui occupent un emploi d'éducateur-économiste ou de secrétaire de direction de cet établissement sont assimilés aux membres du personnel visés au présent article.

Art. 28. Les membres du personnel visés à l'article 27, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, sont soumis aux dispositions de l'article 27, 1°.

Art. 29. § 1er. Les membres du personnel visés à l'article 27, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 27, 3°.

Toutefois, à leur demande, ils bénéficient des dispositions de l'article 27, 2°, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application de l'article 28.

§ 2. S'il échet, le nombre des emplois de surveillant-éducateur attribué à un établissement d'enseignement de promotion sociale conformément aux dispositions de l'article 25 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale est diminué de la somme des charges de surveillant-éducateur en fonction accessoire visées à l'article 27, 3°, arrondie à la demi-unité supérieure.

Art. 30. Les membres du personnel visés à l'article 27, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 27, 2^o, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 28 et 29 du présent arrêté et qu'ils remplissent l'ensemble des conditions suivantes :

1^o être Belge ou être ressortissant d'un autre Etat membre des Communautés Economiques Européennes, sauf dérogation accordée par l'Exécutif de la Communauté française;

2^o être de conduite irréprochable;

3^o jouir des droits civils et politiques;

4^o avoir satisfait aux lois sur la milice;

5^o posséder les aptitudes physiques fixées par l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

6^o satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7^o compter, au 30 septembre 1992, 1.200 jours de service dans l'enseignement organisé par l'Etat, actuellement par la Communauté française, dont au moins 600 dans l'enseignement de promotion sociale, calculés conformément à l'article 7 du présent arrêté.

Art. 31. Les membres du personnel visés à l'article 27, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 27, 2^o, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 28, 29 et 30 du présent arrêté et qu'ils remplissent les conditions 1^o à 7^o de l'article 30.

Art. 32. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 29, 30 et 31 doivent introduire leur demande sont fixées par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1er sont affectés en priorité dans l'emploi qu'ils occupaient à la date du 1er octobre 1992.

Art. 33. Les emplois de surveillant-éducateur à mi-temps au moins, qui n'auraient pas été pourvus en application des articles 28, 29, 30 et 31 du présent arrêté, sont déclarés vacants par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

CHAPITRE 2. — Fonction de professeur

Art. 34. Conformément aux conditions fixées par le présent arrêté, les membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française qui exercent depuis le 1er octobre 1992 au moins, la fonction de professeur d'un établissement d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont :

1^o soit maintenus à titre définitif dans la fonction principale de professeur de cet établissement;

2^o soit nommés à titre définitif dans la fonction principale de professeur de cet établissement;

3^o soit maintenus dans la fonction accessoire de professeur de cet établissement, pour la charge correspondant à leur nomination définitive et dans les conditions légales et réglementaires appliquées la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté y compris en ce qui concerne la rémunération.

Art. 35. Les membres du personnel visés à l'article 34, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, bénéficient des dispositions de l'article 34, 1^o.

Art. 36. Les membres du personnel visés à l'article 34, nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, sont soumis aux dispositions de l'article 34, 3^o.

Toutefois, à leur demande, ils peuvent opter pour la fonction principale de professeur auquel cas ils bénéficient des dispositions de l'article 34, 2^o.

Art. 37. Les membres du personnel visés à l'article 34, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre principal, bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 34, 2^o, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 35 et 36 du présent arrêté et que l'ensemble des conditions visées à l'article 30, 1^o à 7^o, du présent arrêté soient respectées.

Art. 38. Les membres du personnel visés à l'article 34, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et l'exerçant à titre accessoire, bénéficient, à leur demande, des dispositions de l'article 34, 2^o, pour autant que cet emploi reste vacant après l'application des articles 35, 36 et 37 du présent arrêté et qu'ils remplissent les conditions 1^o à 7^o de l'article 30.

Art. 39. Les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés aux articles 36, 37 et 38 doivent introduire leur demande sont fixées par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 40. Les emplois de professeur qui n'auraient pas été pourvus en application des articles 35, 36, 37 et 38 du présent arrêté sont déclarés vacants par le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

TITRE V. — Dispositions dérogatoires, abrogatoires et finales

Art. 41. Peuvent également bénéficier des dispositions du présent arrêté, les membres du personnel qui, depuis le 1er octobre 1992, ont exercé leur fonction sans interruption, successivement à titre accessoire et à titre principal ou inversement.

Art. 42. Si, dans un même établissement et pour un même emploi, plusieurs candidats remplissent les conditions de nomination, l'ordre de priorité est fixé par l'ancienneté de service acquise dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française calculée conformément aux modalités définies à l'article 6.

Les emplois dont question aux articles 15, 2^o, 21, 2^o, 27, 2^o et 34, 2^o sont offerts à la nomination à titre définitif dans des charges complètes ou les plus complètes possibles calculées selon les dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

Les emplois de recrutement inférieurs à une demi-charge ne seront pas offerts à la nomination à titre définitif. Toutefois, cette limite pourra être abaissée de 2 périodes maximum dans les emplois de professeurs pour des raisons pédagogiques ou organisationnelles propres à un établissement.

Art. 43. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions fixe au 1er jour du mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la date de prise d'effet des actes de nominations résultant des dispositions transitoires.

Les membres du personnel concernés par les présentes dispositions doivent introduire avant le 30 juin 1993 les demandes visées aux articles 13, 20, 26, 32 et 39.

Art. 44. Par dérogation à l'article 43 les membres du personnel titulaires en fonction principale, d'une fonction de recrutement et qui ne totalisent pas les 1200 jours requis à la date du 30 septembre 1992 mais justifient à cette date un minimum de 600 jours dans l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française sont maintenus à titre temporaire dans l'emploi qu'ils occupent, pour autant que cet emploi continue d'exister.

Ils sont nommés à titre définitif dans cette fonction le 1er jour du mois qui suit le jour où ils satisfont à la condition des 1200 jours visés à l'article 30 et au plus tôt le 1er jour du mois qui suit la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour autant qu'ils aient accompli leur service à titre temporaire d'une manière satisfaisante constatée par un rapport du chef d'établissement et par un rapport du service d'inspection. Si les conclusions de ces rapports sont divergentes, sera seul pris en considération le rapport qui contiendra une appréciation favorable.

Art. 45. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 septembre 1992 fixant les mesures transitoires pour le personnel non chargé de cours de l'enseignement de promotion sociale en fonction accessoire au 30 juin 1991 et dont l'emploi peut être maintenu est abrogé à la date du 30 juin 1993.

Art. 46. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 avril 1993.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 1197

[S-C — 29238]

26 APRIL 1993. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de overgangsbepalingen betreffende de opdrachten en betrekkingen, toepasselijk op de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet d.d. 6 augustus 1931 tot vaststelling van de onverenigbaarheden en verbodsbepalingen betreffende de ministers, gewezen ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en vroegere leden van de wetgevende kamers;

Gelet op de wet d.d. 22 juni 1904 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs;

Gelet op de wet d.d. 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

Gelet op de wet d.d. 24 december 1976 betreffende de begrotingsvoorstellen 1976-1977;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 63 d.d. 20 juli 1982 tot wijziging van de bezoldigingsregelingen voor het onderwyzend en daarmee gelijkgesteld personeel van het onderwijs met volledig leerplan en van het onderwijs voor sociale promotie of met beperkt leerplan;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 65 d.d. 20 juli 1982 tot regeling van de geldelijke toestand van de personeelsleden met een bijbetrekking in het rijksonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 294 d.d. 31 maart 1984 tot regeling van de toekenning van een uitgestelde bezoldiging voor tijdelijke leden van het onderwijspersoneel die tijdens de zomervakantie andere beroepsinkomsten hebben;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 465 d.d. 17 september 1984 houdende het rationalisatie- en programma-tieplan voor het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inz. de artikelen 94, 111 en 118;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwyzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, inz. de artikelen 4, 5 en 5bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 januari 1966 houdende de vereisten voor de bepaling van het aantal betrekkingen in de rijksinrichtingen voor technisch onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten van het bestuurs- en onderwyzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs en de ambten van het personeel van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwyzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, evenals internaten die van deze inrichtingen afhangen, en van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwyzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de regels voor de rangschikking van de kandidaten voor een tijdelijke aanstelling in het rijksonderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwyzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevoor-deringsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwyzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit d.d. 14 december 1976 houdende organiek reglement van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op de rijksinrichtingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 tot vaststelling van de berekeningswijze van de sociale en geldelijke anciënniteit van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder een beroep wordt gedaan op deskundigen voor bepaalde prestaties in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 september 1992 tot vaststelling van overgangsmaatregelen voor het niet-onderwijzend personeel met een bijbetrekking in het onderwijs voor sociale promotie op 30 juni 1991, waarvan het ambt in stand gehouden mag worden;

Overwegende dat overgangsbepalingen ten bate van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap het personeel van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs niet benadelen;

Overwegende dat in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie de inrichtende machten bleven benoemen, terwijl in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap geen benoeming meer plaatsvond sinds 1968;

Overwegende dat de huidige regeling inzake benoeming verschilt volgens het onderwijsnet, zodat het niet vereist is, tegelijkertijd overgangsbepalingen te treffen voor het personeel van het onderwijs voor sociale promotie van elk net;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 3 november 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 1 december 1992;

Gelet op het protocol d.d. 4 december 1992 van de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen en gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 26 april 1993,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van de artikelen 11, 19, 24 van dit besluit worden niet beschouwd als onderbrekingen de gevallen bedoeld in artikel 40bis, § 3, van het koninklijk besluit d.d. 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

Dit begrip houdt geen rekening met het werkelijk aantal weken organisatie van de afdelingen, daar laatstgenoemde worden geacht voor veertig weken ingericht te zijn.

Art. 2. Voor de toepassing van de artikelen 8, 9, 10, 15, 16, 17, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 34, 35 en 36 worden geacht hun ambt te hebben uitgeoefend, de leden van het vastbenoemde personeel die op 1 oktober 1992 in actieve dienst waren of ter beschikking waren gesteld om een andere reden dan de terbeschikkingstelling wegens ontstentenis van betrekking.

Art. 3. De bepalingen van dit besluit zijn slechts van toepassing op de betrekkingen, gerechtvaardigd op grond van de wettelijke en reglementaire bepalingen, o.a. die van Titel II van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie, en van de lestijdendotaties in de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie.

Art. 4. De personeelsleden die een hoofdamt uitoefenen in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en krachtens de bepalingen van dit besluit vast benoemd zijn, mogen aanspraak maken op mutatie in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 21 mei 1991 tot vaststelling van de prioriteiten en modaliteiten voor de mutaties van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Art. 5. De personeelsleden die, na toepassing van de bepalingen van dit besluit, definitief in dienst worden gehouden in een bijbetrekking van directeur, onderdirecteur, werkmeester in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, zijn verplicht, ongeacht de bezoldiging beperkt tot de opdracht die zij op 30 juni 1991 bezetten, de prestaties te verstrekken die overeenstemmen met de betrekking die zij bekleden, naar gelang van het geval voor een vierde, halftijds, voor drie vierde of voltijds.

Art. 6. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de dienstanciënniteit en/of de ambtsanciënniteit bedoeld bij de titels II, III en IV van dit besluit :

a) worden de als tijdelijke of interimair bewezen diensten meegerekend voor een anciënniteit gelijk aan het aantal dagen van het begin tot het einde van de gepresteerde diensten, met inbegrip van de ontspanningsverloven en de winter- en lentevakantie die in de periode van doorlopende activiteit vallen; dit aantal dagen wordt met 1,2 vermenigvuldigd;

b) worden de werkelijk bewezen diensten in een andere hoedanigheid dan die van tijdelijke of interimair meegeteld per kalendermaand, en die welke de ganse maand niet dekken verwaarloosd.

De werkelijke diensten bewezen tijdens de maand gedurende welke het personeelslid voor de eerste keer aangesteld wordt in een andere hoedanigheid dan als tijdelijke, worden geacht bewezen te zijn in de hoedanigheid van tijdelijke;

c) worden de werkelijke diensten in een ambt met volledige prestaties of in een ambt met onvolledige prestaties meegerekend voor een anciënniteit die van datum tot datum in absolute waarde wordt berekend;

d) vormen dertig dagen een maand;

e) mag de duur van de bewezen diensten in twee of meer ambten met volledige of onvolledige prestaties, gelijktijdig uitgeoefend, de duur van de diensten bewezen in een ambt met volledige prestaties en uitgeoefend tijdens dezelfde periode nooit overschrijden;

f) mag de duur van de aanvaardbare diensten die het personeelslid telt, twaalf maanden per kalenderjaar nooit overschrijden.

Art. 7. Voor de in titel IV van dit besluit bedoelde wervingsambten en voor de berekening van het aantal dagen :

a) worden enkel de diensten in aanmerking genomen, werkelijk bewezen in het rijksonderwijs, thans de Franse Gemeenschap, in een ambt van de betrokken categorie.

In de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel zijn enkel aanvaardbaar de diensten die vanaf de leeftijd van 22 jaar werden bewezen voor de wervingsambten die te begeven zijn in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de lagere graad en vanaf de leeftijd van 24 jaar voor de wervingsambten die te begeven zijn in het secundair onderwijs voor sociale promotie van de hogere graad en in het hoger onderwijs voor sociale promotie;

b) bestaat het aantal dagen verworven in een ambt met volledige of onvolledige prestaties uit alle dagen, geteld van het begin tot het einde van de doorlopende periode van actieve dienst, met inbegrip van de ontspanningsverloven en de winter- en lentevakantie die in de periode van doorlopende activiteit vallen;

c) mag het aantal dagen verworven in twee of meer ambten met volledige of onvolledige prestaties, gelijktijdig uitgeoefend, het aantal dagen vereist in een ambt met volledige prestaties en uitgeoefend tijdens dezelfde periode nooit overschrijden.

TITEL II. — Bevorderingsambt

Directeur

Art. 8. Overeenkomstig de bij dit besluit bepaalde voorwaarden worden de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap die sinds uiterlijk 1 oktober 1992 het ambt uitoefenen van directeur van een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap :

1^o ofwel definitief in het hoofdamt van directeur van deze inrichting in dienst gehouden. Hun ambt wordt overeenkomstig artikel 19 van het besluit d.d. 27 december 1991 van de Franse Gemeenschap betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie uitgeoefend;

2^o ofwel op de bij het benoemingsbesluit bepaalde datum vast benoemd in het hoofdamt van directeur van deze inrichting. Hun ambt wordt overeenkomstig artikel 19 van het besluit d.d. 27 december 1991 van de Franse Gemeenschap betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie uitgeoefend;

3^o ofwel in de bijbetrekking van directeur van deze inrichting in dienst gehouden, voor de met hun vaste benoeming overeenstemmende opdracht, overeenkomstig de wets- en reglementsbepalingen van kracht daags vóór de inwerkingstreding van dit besluit, ook wat de bezoldiging betreft.

Hun prestaties zijn bij artikel 5 bepaald. In die betrekking geldt geen compensatie t.o.v. een voltijdse betrekking.

Art. 9. Voor de in artikel 8 bedoelde personeelsleden, die in het ambt vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, geldt artikel 8, 1^o.

Art. 10. Voor de in artikel 8 bedoelde personeelsleden, die in dat ambt vast benoemd zijn en het als bijbetrekking uitoefenen, geldt artikel 8, 3^o. Op hun verzoek kan hun echter het hoofdamt van directeur van die inrichting, met volledige prestaties, toegewezen worden, in welk geval artikel 8, 2^o toepasselijk is.

Art. 11. De bij artikel 8 bedoelde personeelsleden die niet in dat ambt vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van de bepaling van artikel 8, 2^o, voor zover deze betrekking vacant blijft na toepassing van de artikelen 9 en 10 van dit besluit en zij :

— ofwel dit ambt zonder onderbreking sinds 30 juni 1987 bekleeden en de voorwaarden 1 tot 6 van artikel 30 vervullen;

— ofwel het geheel van de volgende voorwaarden vervullen :

1^o deze betrekking zonder onderbreking sinds 1 oktober 1992 uitgeoefend hebben;

2^o in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast titularis zijn van om het even welk wervings- of selectieambt bepaald door het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijks- onderwijsinrichtingen.

Voor een benoeming in het secundair onderwijs :

— van de lagere graad, moet het betrokken personeelslid titularis zijn van een diploma uitgereikt door een normaalschool of door een inrichting voor hoger onderwijs van het korte type of titularis zijn van een universitair diploma of van een diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type of ermee gelijkgesteld;

— van de hogere graad, moet het betrokken personeelslid titularis zijn van een universitair diploma of van een diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type of hiermee gelijkgesteld of minstens van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen :

— bepaald bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

— of bepaald voor het directieambt in artikel 1, D van het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen.

3^o op 30 september 1992 een dienstanciënniteit van minstens tien jaar tellen.

Enkel aanvaardbaar zijn de diensten bewezen vanaf de leeftijd van 24 jaar.

4^o op 30 september 1992 ten minste 6 jaar anciënniteit tellen in het of de ambten bedoeld in dit artikel 11, 2^o. Enkel aanvaardbaar zijn diensten bewezen vanaf de leeftijd van 24 jaar.

Art. 12. De in artikel 8 bedoelde personeelsleden die niet vast benoemd zijn in dit ambt en het als bijbetrekking uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van de bepalingen van artikel 8, 2^o, voor zover deze betrekking vacant blijft na toepassing van de artikelen 9, 10 en 11 van dit besluit en zij het geheel van de in de punten 1^o, 2^o, 3^o en 4^o van artikel 11 vermelde voorwaarden vervullen.

Worden echter geacht de voorwaarde 2^o te vervullen de vaste titularissen van een bevorderingsambt in het onderwijs met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap.

Art. 13. De modaliteiten volgens welke de in de artikelen 10, 11 en 12 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen om voor het hoofdamt van directeur van een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap te kiezen, worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden worden in de betrekking aangesteld die zij op 1 oktober 1992 bekleedden.

Art. 14. De personeelsleden die bij toepassing van de artikelen 10, lid 2, en 11 van dit besluit het hoofdamt uitoefenen van directeur met volledige prestaties van een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie, verbinden zich ertoe geen ambt, mandaat of bezoldigde dienst in het onderwijs of buiten het onderwijs uit te oefenen met uitzondering echter — voor zover dit verenigbaar is met hun opdracht — van prestaties als deskundige in het onderwijs voor sociale promotie of van de uitoefening van een politiek mandaat.

De personeelsleden die zich niet naar deze verbintenis schikken, worden van ambtswege en zonder opzegging uit hun ambt ontzet, vanaf de datum van de officiële kennisgeving van de niet-naleving van deze bepaling.

De bepalingen van dit artikel gelden eveneens voor de personeelsleden die vast benoemd waren in het hoofdamt van directeur van een inrichting voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en die het voordeel genieten van een opdrachttuitbreiding door toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie.

TITEL III. — Selectieambten

HOOFDSTUK 1. — *Onderdirecteur*

Art. 15. Overeenkomstig de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden worden de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap die sinds uiterlijk 1 oktober 1992 het ambt van onderdirecteur van een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap uitoefenen :

1° ofwel vast benoemd in het hoofdamt van onderdirecteur van deze inrichting. Hun ambt wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van artikel 22 van het besluit van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie;

2° ofwel vast benoemd op de bij het benoemingsbesluit vastgestelde datum in het hoofdamt van onderdirecteur van deze inrichting. Hun ambt wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van artikel 22 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie;

3° ofwel in dienst gehouden in de bijbetrekking van onderdirecteur van deze inrichting voor de opdracht overeenstemmend met hun benoeming in vast verband en met inachtneming van de wets- en reglements-bepalingen die gelden op de dag vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, met inbegrip van die welke betrekking hebben op de bezoldiging. Hun prestaties zijn die welke bij artikel 5 bepaald zijn. Hun betrekking geeft geen aanleiding tot compensatie ten opzichte van een, naar gelang van het geval, halftijdse of voltijdse betrekking.

Art. 16. De in artikel 15 bedoelde personeelsleden, vastbenoemd in dit ambt en die het als hoofdamt uitoefenen, worden aan de bepalingen van artikel 15, 1° onderworpen.

Art. 17. De in artikel 15 bedoelde personeelsleden, vastbenoemd in dit ambt en die het als bijbetrekking uitoefenen, worden aan de bepalingen van artikel 15, 3° onderworpen.

Op hun verzoek mogen zij echter voor het hoofdamt van minstens halftijdse onderdirecteur van deze inrichting kiezen en in dat geval genieten zij het voordeel van de bepalingen van artikel 15, 2°.

Art. 18. De in artikel 15 bedoelde personeelsleden, die niet vast benoemd zijn in dat ambt en het als hoofdamt uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van de bepalingen van artikel 15, 2°, voor zover deze betrekking vacant blijft na de toepassing van de artikelen 16 en 17 van dit besluit en zij :

— ofwel deze betrekking zonder onderbreking sinds 30 juni 1987 uitoefenen en de voorwaarden 1 tot 6 van artikel 30 vervullen;

— ofwel het geheel van de volgende voorwaarden vervullen :

1° dit ambt zonder onderbreking sinds 1 oktober 1992 hebben vervuld;

2° in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast titularis zijn van om het even welk wervingsambt bepaald door het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een selectieambt.

Voor een benoeming in het secundair onderwijs :

— van de lagere graad, moet het betrokken personeelslid titularis zijn van een diploma uitgereikt door een normaalschool of door een inrichting voor hoger onderwijs van het korte type of titularis zijn van een universitair diploma of van een diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type of ermee gelijkgesteld;

— van de hogere graad, moet het betrokken personeelslid titularis zijn van een universitair diploma of van een diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type of ermee gelijkgesteld of minstens van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bepaald bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

3° op 30 september 1992 ten minste 6 jaar anciënniteit tellen.

Enkel aanvaardbaar zijn de diensten bewezen vanaf de leeftijd van 24 jaar in ambten bedoeld in dit artikel 18, 2°.

Art. 19. De in artikel 15 bedoelde personeelsleden die niet vast benoemd zijn in dit ambt en het als bijbetrekking uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van de bepalingen van artikel 15, 2°, voor zover deze betrekking vacant blijft na toepassing van de artikelen 16, 17 en 18 van dit besluit en zij het geheel van de in de punten 1°, 2° en 3° van artikel 18 vermelde voorwaarden vervullen, met uitzondering van 2° indien zij vast titularis zijn van een selectieambt in het onderwijs met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap.

Worden echter geacht de voorwaarde 2° te vervullen de vaste titularissen van een selectieambt in het onderwijs met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap.

Art. 20. De modaliteiten volgens welke de in de artikelen 17, 18 en 19 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen om voor het hoofdamt van onderdirecteur van een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap te kiezen, worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden worden in de betrekking aangesteld die zij op 1 oktober 1992 bekleedden.

HOOFDSTUK II. — *Werkmeester*

Art. 21. Overeenkomstig de bij dit besluit vastgestelde bepalingen worden de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap die sinds uiterlijk 1 oktober 1992 het ambt uitoefenen van werkmeester van een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap :

1° ofwel definitief in het hoofdamt van werkmeester van deze inrichting in dienst gehouden. Hun ambt wordt overeenkomstig artikel 23 van het besluit d.d. 27 december 1991 van de Franse Gemeenschap, betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, uitgeoefend;

2° ofwel op de bij het benoemingsbesluit bepaalde datum vast benoemd in het hoofdamt van werkmeester van deze inrichting. Hun ambt wordt overeenkomstig artikel 23 van het besluit d.d. 27 december 1991 van de Franse Gemeenschap, betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, uitgeoefend;

3° ofwel in de bijbetrekking van werkmeester van deze inrichting in dienst gehouden, voor de met hun vaste benoeming overeenstemmende opdracht, overeenkomstig de wets- en reglementsbepalingen van kracht daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit, ook wat de bezoldiging betreft.

Hun prestaties zijn bij artikel 5 bepaald. In die betrekking geldt geen compensatie t.o.v. een voltijdse of halftijdse betrekking of van een betrekking uitgeoefend naar rato van een vierde of drie vierde.

Art. 22. Voor de in artikel 21 bedoelde personeelsleden, die in het ambt vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, geldt artikel 21, 1°.

Art. 23. Voor de in artikel 21 bedoelde personeelsleden, die in dat ambt vast benoemd zijn en het als bijbetrekking uitoefenen, geldt artikel 21, 3°. Op hun verzoek kan hun echter het hoofdamt van werkmeester van die inrichting, naar rato van een vierde ten minste, toegewezen worden, in welk geval artikel 21, 2° toepasselijk is.

Art. 24. De in artikel 21 bedoelde personeelsleden, die niet vast benoemd zijn in dat ambt en het als hoofdamt uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van de bepalingen van artikel 21, 2°, voor zover deze betrekking vacant blijft na de toepassing van de artikelen 22 en 23 van dit besluit en zij :

— ofwel deze betrekking zonder onderbreking sinds 30 juni 1987 uitoefenen en de voorwaarden 1 tot 6 van artikel 30 vervullen;

— ofwel het geheel van de volgende voorwaarden vervullen :

1° dit ambt zonder onderbreking sinds 1 oktober 1992 hebben vervuld;

2° in het onderwijs van de Franse Gemeenschap vast titularis zijn van om het even welk wervingsambt bepaald door het koninklijk besluit d.d. 31 juli 1989 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen, om benoemd te kunnen worden in een selectieambt.

Voor een benoeming in het secundair onderwijs :

— van de lagere graad, moet het betrokken personeelslid titularis zijn van een diploma uitgereikt door een normaalschool of door een inrichting voor hoger onderwijs van het korte type of titularis zijn van een universitair diploma of van een diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type of ermee gelijkgesteld;

— van de hogere graad, moet het betrokken personeelslid titularis zijn van een universitair diploma of van een diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs van het lange type of ermee gelijkgesteld of minstens van één van de vereiste bekwaamheidsbewijzen bepaald bij artikel 9 van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen.

3° op 30 september 1992 ten minste 6 jaar anciënniteit tellen.

Enkel aanvaardbaar zijn de diensten bewezen vanaf de leeftijd van 24 jaar, in ambten bedoeld in dit artikel, 2°.

Art. 25. De in artikel 21 bedoelde personeelsleden die niet vast benoemd zijn in dit ambt en het als bijbetrekking uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van de bepalingen van artikel 21, 2°, voor zover deze betrekking vacant blijft na toepassing van de artikelen 22, 23 en 24 van dit besluit en zij het geheel van de in de punten 1°, 2° en 3° van artikel 24 vermelde voorwaarden vervullen.

Worden echter geacht de voorwaarde 2° te vervullen de vaste titularissen van een selectieambt in het onderwijs met volledig leerplan van de Franse Gemeenschap.

Art. 26. De modaliteiten volgens welke de in de artikelen 23, 24 en 25 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen, worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden worden in de betrekking aangesteld die zij op 1 oktober 1992 bekleedden.

TITEL IV. — *Wervingsambten*

HOOFDSTUK I. — *Studiemeester-opvoeder*

Art. 27. Overeenkomstig de bij dit besluit bepaalde voorwaarden worden de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap die sinds uiterlijk 1 oktober 1992 het ambt uitoefenen van studiemeester-opvoeder aan een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap :

1° ofwel definitief in het hoofdamt van studiemeester-opvoeder aan deze inrichting in dienst gehouden. Hun ambt wordt overeenkomstig artikel 25 van het besluit d.d. 27 december 1991 van de Franse Gemeenschap, betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, uitgeoefend;

2° ofwel op de bij het benoemingsbesluit bepaalde datum vast benoemd in het hoofdamt van studiemeester-opvoeder aan deze inrichting. Hun ambt wordt overeenkomstig artikel 25 van het besluit d.d. 27 december 1991 van de Franse Gemeenschap, betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, uitgeoefend;

3° ofwel in de bijbetrekking van studiemeester-opvoeder aan deze inrichting in dienst gehouden, voor de met hun vaste benoeming overeenstemmende opdracht, overeenkomstig de wets- en reglementsbepalingen van kracht daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit, ook wat de bezoldiging betreft.

Voor een benoeming tot studiemeester-opvoeder aan een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap worden zij die vóór 1 oktober 1992 titularis waren van een betrekking van studiemeester-opvoeder aan die inrichting die er een betrekking van opvoeder-huismeester of directiesecretaris bekleden, gelijkgesteld met de in dit artikel bedoelde personeelsleden.

Art. 28. Voor de in artikel 27 bedoelde personeelsleden, die in het ambt vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, geldt artikel 27, 1°.

Art. 29. § 1. Voor de in artikel 27 bedoelde personeelsleden, die in dat ambt vast benoemd zijn en het als bijbetrekking uitoefenen, geldt artikel 27, 3°. Op hun verzoek kan hun echter het voordeel toegekend worden van de bepalingen vóór artikel 27, 2°, mits die betrekking na toepassing van artikel 28 vacant blijft.

§ 2. Desnoods wordt het aantal betrekkingen van studiemeester-opvoeder, toegewezen aan een inrichting voor sociale promotie overeenkomstig artikel 25 van voormeld besluit van de Executieve d.d. 27 december 1991 verminderd met de som van de opdrachten van studiemeester-opvoeder in een bijbetrekking, bedoeld in artikel 27, 3°, afgerond tot de hogere halve eenheid.

Art. 30. De in artikel 27 bedoelde personeelsleden die niet vast benoemd zijn in dit ambt en het als hoofdamt uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van de bepalingen van artikel 27, 2° voor zover deze betrekking vacant blijft na toepassing van de artikelen 28 en 29 van dit besluit en zij het geheel van de hieronder vermelde voorwaarden vervullen :

- 1° Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de EEG, behoudens door de Executieve van de Franse Gemeenschap toegestane afwijking;
- 2° van onberispelijk gedrag zijn;
- 3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;
- 5° de lichamelijke geschiktheid bezitten, bepaald bij het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, opvoedend hulp personeel, paramedisch personeel van de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs en van de internaten die van deze inrichtingen afhangen;
- 6° voldoen aan de wets- en reglementsbepalingen inzake de taalregeling;
- 7° op 30 september 1992 1200 dagen dienst tellen in het door de Staat, thans door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, waarvan minstens 600 in het onderwijs voor sociale promotie, berekend overeenkomstig artikel 7 van dit besluit.

Art. 31. De in artikel 27 bedoelde personeelsleden die niet vast benoemd zijn in dit ambt en het als hoofdamt uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van de bepalingen van artikel 27, 2°, voor zover deze betrekking vacant blijft na toepassing van de artikelen 28, 29 en 30 van dit besluit en zij het geheel van de in de punten 1° tot 7° van artikel 30 vermelde voorwaarden vervullen.

Art. 32. De modaliteiten volgens welke de in de artikelen 29, 30 en 31 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen, worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

De in lid 1 bedoelde personeelsleden worden prioritair in de betrekking aangesteld die zij op 1 oktober 1992 bekleedden.

Art. 33. De minstens halftijdse betrekkingen van studiemeester-opvoeder die niet toegewezen zijn krachtens de artikelen 28 t/m 31 van dit besluit, worden vacant verklaard door de Minister, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie.

HOOFDSTUK II. — *Ambt van leraar*

Art. 34. Overeenkomstig de bij dit besluit bepaalde voorwaarden worden de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap die sinds uiterlijk 1 oktober 1992 het ambt uitoefenen van leraar aan een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap :

- 1° ofwel definitief in het hoofdamt van leraar aan deze inrichting in dienst gehouden;
- 2° ofwel vast benoemd in de bijbetrekking van leraar aan deze inrichting;
- 3° ofwel in de bijbetrekking van leraar aan deze inrichting in dienst gehouden, voor de met hun vaste benoeming overeenstemmende opdracht, overeenkomstig de wets- en reglementsbepalingen van kracht daags vóór de inwerkingtreding van dit besluit, ook wat de bezoldiging betreft.

Art. 35. Voor de in artikel 34 bedoelde personeelsleden, die in het ambt vast benoemd zijn en het als hoofdamt uitoefenen, geldt artikel 34, 1°.

Art. 36. Voor de in artikel 34 bedoelde personeelsleden, die in dat ambt vast benoemd zijn en het als bijbetrekking uitoefenen, geldt artikel 34, 3°. Op hun verzoek kan hun echter het hoofdamt van leraar aan die inrichting, met volledige prestaties, toegewezen worden, in welk geval artikel 34, 2° toepasselijk is.

Art. 37. De in artikel 34 bedoelde personeelsleden die niet vast benoemd zijn in dit ambt en het als hoofdamt uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van de bepalingen van artikel 34, 2°, voor zover deze betrekking vacant blijft na toepassing van de artikelen 35 en 36 van dit besluit en zij het geheel van de in de punten 1° tot 7° van artikel 30 vermelde voorwaarden vervullen.

Art. 38. De in artikel 34 bedoelde personeelsleden, niet vast benoemd in dat ambt, dat zij als bijbetrekking uitoefenen, genieten op hun verzoek het voordeel van artikel 34, 2°, mits die betrekking vacant blijft na toepassing van de artikelen 35 t/m 37 van dit besluit en zij de voorwaarden 1° tot 7° van artikel 30 vervullen.

Art. 39. De modaliteiten volgens welke de in de artikelen 36 t/m 38 bedoelde personeelsleden hun aanvraag moeten indienen, worden vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

Art. 40. De betrekkingen van leraar die niet toegewezen zijn krachtens de artikelen 35 t/m 38 van dit besluit, worden vacant verklaard door de Minister, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie.

TITEL V. — *Ophettings-, afwijkings- en slothbepalingen*

Art. 41. Ook de personeelsleden die sinds 1 oktober 1992 hun ambt ononderbroken uitgeoefend hebben, achtereenvolgens als bijbetrekking en als hoofdamt of omgekeerd, kunnen het voordeel van de bepalingen van dit besluit genieten.

Art. 42. Als in een inrichting en voor eenzelfde betrekking, verschillende kandidaten de benoemingsvoorwaarden vervullen, wordt de rangorde bepaald door de dienstanciënniteit in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, berekend zoals bepaald in artikel 6.

De in de artikelen 15, 20, 21, 26, 27, 28 en 34, 2° bedoelde betrekkingen worden aangeboden met het oog op een benoeming in een volledige of zo volledig mogelijke opdracht, berekend overeenkomstig artikel 3 van dit besluit.

Wervingsambten van minder dan een halve opdracht worden niet voor een vaste benoeming aangeboden. Die grens kan echter met ten hoogste 2 lestijden verlaagd worden voor betrekkingen van leraar, om pedagogische of organisatorische redenen die eigen zijn aan een inrichting.

Art. 43. De voor het onderwijs voor sociale promotie bevoegde Minister bepaalt op de le dag van de maand na de inwerkingtreding van dit besluit de datum waarop de benoemingen ingaan die uit de overgangsbepalingen voortvloeien. De betrokken personeelsleden moeten vóór 30 juni 1993 de aanvragen, bedoeld in de artikelen 13, 20, 26, 32 en 39 indienen.

Art. 44. In afwijking van artikel 43 worden de titularissen, als hoofdamt, van een wervingsambt die de op 30 september 1992 vereiste 1200 dagen niet tellen, maar op die datum het bewijs leveren van ten minste 600 dagen in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap, tijdelijk in dienst gehouden in de betrekking die zij bekleden, mits die betrekking blijft bestaan.

Zij worden in die betrekking vast benoemd de le dag van de maand na de dag waarop zij voldoen aan de vereiste van de 1200 dagen gesteld in artikel 30 en ten vroegste op de le dag van de maand na de inwerkingtreding van dit besluit mits zij hun tijdelijke diensten verstrekt hebben op voldoende wijze, vastgesteld in een verslag van het inrichtingshoofd en in een verslag van de inspectiedienst. Als de besluiten van die twee verslagen verschillend zijn, komt alleen het verslag met een gunstige beoordeling in aanmerking.

Art. 45. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 22 september 1992 tot vaststelling van overgangsmaatregelen voor het niet-onderwijzend personeel met een bijbetrekking in het onderwijs voor sociale promotie op 30 juni 1991, waarvan het ambt in stand gehouden mag worden, wordt op 30 juni 1993 opgeheven.

Art. 46. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 april 1993.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 93 — 1198

3 MAI 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française pris en exécution des articles 13, 20, 26, 32, 33, 39 et 40 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, notamment les articles 13, 20, 26, 32, 33, 39 et 40;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour le 15 juin 1993 au plus tard, le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions lance un appel aux candidats à une nomination définitive sur base des dispositions contenues aux titres II, III et IV de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant les dispositions transitoires relatives aux charges et emplois applicables aux membres des personnels de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française.

Cet appel s'effectue par avis au *Moniteur belge*.

Cet avis indique les emplois déclarés vacants, les conditions requises dans le chef des candidats ainsi que la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 2. A peine de nullité, les candidatures visées à l'article 1^{er} du présent arrêté doivent être introduites par une lettre recommandée.

Art. 3. Le candidat qui, eu égard aux différentes fonctions qu'il exerce ou a exercées, sollicite sa nomination dans plusieurs fonctions, doit introduire une candidature séparée pour chaque fonction.

Art. 4. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 mai 1993.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN